

**Discours prononcé par
Son Excellence Monsieur Biendi Maganga Moussavou
Ministre de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'alimentation de la République
gabonaise
à l'occasion de la
41ème session de la Conférence de la FAO, Rome, Italie (22-29 juin 2019)
24 juin 2019**

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Président de la Conférence,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Excellence Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

En prenant la parole au nom du Gabon, je voudrais tout d'abord exprimer toute la gratitude de ma délégation aux plus hautes autorités italiennes pour l'ensemble des dispositions qui ont été prises afin de rendre agréable notre séjour.

Je voudrais également saluer le Président de la Conférence et lui exprimer mes vifs et sincères encouragements pour son leadership dans la conduite travaux.

À José Graziano da Silva, le Directeur général sortant, je voudrais réitérer toute notre admiration pour son magistère si plébiscité.

À Davit Kirvalidze, le candidat géorgien, mes félicitations pour le projet qu'il a su porter et défendre avec force.

À Catherine Geslain-Lanéelle, la candidate française, j'adresse mes chaleureuses félicitations pour la campagne engagée, inlassable, alliant bon sens et une profonde humanité.

Somme toute, je ne doute pas un seul instant que le nouveau Directeur général de la FAO saura s'approprier l'essence même des propositions pertinentes formulées par ses concurrents, deux personnalités d'envergure pour réaliser concrètement son projet pour le FAO.

Je voudrais maintenant renouveler mes vives félicitations les plus chaleureuses au Dr Qu Dongyu, dont la brillante élection a eu lieu à la tête de notre Organisation. Je puis vous assurer, Monsieur le Directeur général, de l'engagement de mon pays à soutenir votre action pendant votre mandat. Nos vœux de réussite vous accompagnent dans l'exercice de votre importante mission.

En Afrique, nos Chefs d'État ont soutenu l'initiative PDDAA, issue de la déclaration de Maputo et de Malabo, dans le cadre de l'Union africaine et l'appropriation de cette initiative constituera en plus de votre longue expérience, un atout indéniable pour votre réussite.

Excellence Mesdames et Messieurs,

Le thème de cette année, à savoir *Migration, agriculture et développement rural* est assurément un thème d'actualité qui interpelle mon pays, le Gabon, au plus haut point.

Le cas du Gabon est bien spécifique; la population est essentiellement urbaine, près de 80 pour cent de la population, qui est concentrée principalement dans la capitale, Libreville.

La ville enregistre le flux issu à la fois de l'exode rural et de l'exode continental et je voudrais rappeler que le Gabon a moins de 2 millions d'habitants pour un territoire équivalent à la moitié de la France.

La programmation du développement agricole, et donc du développement rural, se heurte ainsi à la désertification des zones rurales et au vieillissement de la population qui y vit; laquelle population pratique une agriculture traditionnelle de subsistance.

Bien que l'incidence de la faim dans mon pays ait été réduite de moitié depuis 2015, Le Gabon est largement dépendant pour sa sécurité alimentaire d'importations représentant en proportion 80 pour cent de ses besoins de consommation et en valeur près de un milliard de dollars américains, soit 3,3 pour cent du total des importations agricoles du continent tandis que le ratio de la population sur celle du continent est de 0,2 pour cent.

Les projections de la Banque africaine de développement, d'un point de vue continental, prévoient un accroissement des importations alimentaires du continent qui passeraient de 30 milliards de dollars à 105 milliards en 2030, ce qui est très alarmant.

Inutile de rappeler la fragilité monétaire que l'amenuisement de nos réserves de changes, surtout en période de conjoncture défavorable des cours des matières premières, fait peser sur les pays et notamment sur la zone CEMAC.

Inutile de préciser qu'envisager le retour des jeunes à la terre alors qu'ils sont habitués à la modernité et au confort, à l'électricité, à l'eau, au câble, à l'internet, à la santé, à l'éducation est un vrai défi.

Nous avons par conséquent décidé, conformément à la vision du Président de la République Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, déclinée dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), nous avons décidé donc de baser notre stratégie de développement agricole sur la mise en place des Zones agricoles à forte productivité (ZAP), qui sont des agropoles regroupant les différents segments des chaînes de valeurs agricoles et qui font non seulement la promotion d'une agriculture mécanisée, mais aussi l'agrégation des petits producteurs autour de l'agribusiness et de l'agroindustrie. L'objectif de ce type d'organisation est de sédentariser les populations et les fixer dans les centres de prospérité, où ils auront accès à un logement décent, l'énergie, l'eau, au conseil agricole et aux équipements agricoles modernes, tel qu'initié par le Programme GRAINE, notre programme phare en cours d'accélération.

Par ailleurs, pour combler notre déficit en main d'œuvre, le Gouvernement a initié un vaste projet de réforme de la formation agricole qui a abouti à la généralisation des filières agricoles dans tous les lycées techniques et des centres de formation professionnelle, avec un accent particulier sur l'apprentissage et la formation professionnelle par alternance avec la forte implication du secteur privé.

En attendant que ces efforts produisent tous leurs effets, nous continuons de recourir à une main d'œuvre extérieure spécifique et qualifiée.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous pouvez le constater, la question migratoire est importante pour le développement agricole de notre pays.

Sur le plan international, nous accueillons avec une attention toute particulière des ressortissants des pays amis qui arrivent en tant qu'opérateurs et migrants économiques ou réfugiés.

Ces migrations font partie intégrante du développement économique, social et humain et permettent de réduire les inégalités tant à l'intérieur du pays qu'entre les pays.

C'est dans ce cadre que le Gabon, en partenariat avec la FAO, a élaboré son Cadre de programmation pays 2017-2019.

Aussi, par ma voix, le Gabon sollicite-t-il davantage l'appui de la FAO et la synergie des organisations des Nations Unies pour la mise place des actions programmées qui visent également l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Excellences, Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

En ce qui concerne les attentes de mon pays, je tiens à réaffirmer ce qui suit :

Notre politique de développement rural vise à fixer les populations en leur apportant plus d'opportunités d'épanouissement tout en préservant l'environnement dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques notamment dans une gestion responsable de la cohabitation entre l'homme et la faune;

La mise en œuvre rigoureuse du Programme de développement détaillé (PDDAA), issu des Déclarations de Maputo et de Malabo, qui nous paraît être la solution la plus adaptée pour garantir la transformation agricole africaine et le développement rural

Nous souhaitons insister sur le fait que l'objectif des politiques relatives aux migrations doit être de faire de celles-ci un choix, et non une nécessité, et de maximiser leurs incidences positives tout en réduisant autant que possible leurs incidences négatives;

Enfin, nous réaffirmons que la transformation agricole et le développement rural contribueront à stopper les flux migratoires des personnes désespérées en direction de l'Europe et des autres régions, car l'Afrique a besoin d'une main d'œuvre qualifiée et engagée pour lutter contre la précarité des femmes et des jeunes dans le cadre des ODD et relever le défi de l'autosuffisance alimentaire.

Je vous remercie de votre aimable attention.